

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MARCHE N° 2024-56

Acheteur

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur Général

Objet de l'accord-cadre

Analyse des résultats de la consultation du public et des assemblées sur les questions importantes et le programme de travail pour la révision des SDAGE et des PGRI des bassins Rhône Méditerranée et de Corse.

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande	5
1.4 Durée de l'accord-cadre	5
1.5 Sous-traitance et traitement des données	5
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	5
1.7 Traitement des données	6
1.8 Modification de l'accord-cadre	8
1.9 Prestations supplémentaires ou modificatives	8
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	9
3. Forme des notifications et informations au titulaire	9
4. Prix et variation des prix	9
4.1 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre	9
4.2 Variation du prix	9
5. Avance	10
5.1 Modalités de règlement de l'avance	10
5.2 Modalités de résorption de l'avance	10
6. Retenue de garantie	11
7. Règlement des comptes au titulaire	11
7.1 Modalités de règlement du prix	11
7.2 Règlements en cas de groupements économiques	12
7.3 Délais de paiement	13
7.4 Intérêts moratoires	13
8. Développement durable – Dimension environnementale	13
9. Pénalités	13
9.1 Pénalités pour retard	13
10. Dossiers à fournir par le titulaire	13
11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	14
12. Assurances	14
13. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats	14
13.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	14
13.2 Régime des résultats	14
14. Résiliation de l'accord-cadre	15

14.1	Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.....	15
14.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	15
15.	Différends	15
16.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	15
17.	Dérogations aux documents généraux.....	16

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent CCAP est un accord-cadre de prestations intellectuelles relatif à la réalisation des prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet d'analyser les avis du public et des assemblées recueillis dans le cadre de la consultation réglementaire sur la synthèse des questions importantes qui se posent dans chacun des deux bassins, Rhône-Méditerranée et de Corse, en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de prévention des risques d'inondation.

Le marché se décompose comme suit :

- **Phase 1 :**

Cadrage de l'analyse, définition de la méthode pour l'analyse des résultats de la consultation. La durée d'exécution de cette phase est de **1 mois maximum** à compter de la réunion de démarrage.

- **Phase 2 :**

Analyse des résultats de la consultation des assemblées et partenaires institutionnels sur la synthèse des questions importantes, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse. La durée d'exécution de cette phase est de **2 mois maximum** à l'issue de la validation de la phase 1. **La phase 2 est concomitante avec la phase 3.**

- **Phase 3 :**

Analyse des résultats de la consultation du public sur la synthèse des questions importantes, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse. La durée d'exécution de cette phase est de **2 mois maximum** à l'issue de la validation de la phase 1. **La phase 3 est concomitante avec la phase 2.**

- **Phase 4 :**

Finalisation et restitution des résultats des consultations des assemblées/partenaires institutionnels et du public pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse. La durée d'exécution de cette phase est de **2 mois maximum** à l'issue de la validation de la phase 3.

1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Le présent accord-cadre est un marché ordinaire pour la prestation à prix forfaitaire et un accord-cadre à bons de commande pour les prestations à prix unitaires.

Il est conclu à pris mixtes.

Les prestations à prix unitaires du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les délais de livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG PI.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire accusera le bon de commande par retour de mail dans un délai de 2 jours ouvrés.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre de l'acte d'engagement*.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.5 Sous-traitance et traitement des données

Le titulaire s'engage à se conformer au contrat de sous-traitance RGPD, présent en annexe, conformément à la réglementation européenne (décision d'exécution 2021/915 de la commission du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants). Les annexes de ce contrat devront être complétées conjointement par le titulaire et l'acheteur public suite à l'attribution de l'accord-cadre.

1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.7 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du maître d'ouvrage.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement du maître d'ouvrage (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer .Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données. »

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le maître d'œuvre (titulaire ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : **contact.rgpd@eurmc.fr**

- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :

Délégation à la protection des données
Agence de Rhône Méditerranée Corse
2-4 Allée de Lodz
69363 Lyon cedex 07

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- objet des prestations :

Analyser les avis du public et des assemblées/partenaires institutionnels dans le cadre de la consultation réglementaire sur la synthèse des questions importantes et le programme de travail pour la révision des SDAGE et PGRI des bassins Rhône Méditerranée et de Corse.

- La nature des opérations réalisées sur les données est :

Non automatisée, contrôle, exploitation et analyse des fichiers de résultats des enquêtes de consultation.

- La ou les finalités du traitement de ces données :

Echanges par messagerie électronique ou site de transfert pour les fichiers volumineux ou plateforme d'échange, d'informations brutes ou élaborées.

- Le type de données à caractère personnel traitées :

Civilité, nom, prénom, adresse postale, téléphone, e-mail, fonction, données publiques non concernées par le secret statistique.

- Les catégories de personnes concernées :

Personnel de l'agence en charge du marché ou d'autres personnes de l'agence ou extérieures à contacter.

- Les catégories de destinataires des données sont :

personnel du prestataire et ses éventuels sous-traitants ou co-traitants.

- La durée du traitement et du stockage des données personnelles :

Jusqu'à l'adoption des SDAGE et PGRI 2028-2033 par les comités de bassin Rhône Méditerranée et de Corse (fin 2027).

- Transfert des données hors UE :

- ☐ Oui
- ☒ Non

Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

- ☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.
- ☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;
- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;
- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

1.8 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier.

Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

1.9 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG PI.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe financière n°1 Bordereau des Prix – Estimation financière « BP-EF», dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix et variation des prix

4.1 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation des prix* ci-dessous.

4.2 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes actualisables, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement des prix figurant dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* », soit le mois Janvier 2025

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : Le Moniteur, INSEE

L'index retenu est l'indice Syntec Rev

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

L'actualisation est faite aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix actualisé «P» est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I - 3) / I_0$$

Dans laquelle :

P = Prix actualisé ;

P₀ = Prix indiqué dans l'offre et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de réception des offres (janvier 2025) ;

I - 3 = Valeur de l'indice de référence à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

I₀ = Valeur de l'indice de référence au mois d'établissement du prix correspondant à la date limite de réception des offres.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de la partie forfaitaire et/ou de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant de la partie forfaitaire ou du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

5.2 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre, s'effectuera selon les modalités suivantes :

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC des prestations de la partie forfaitaire et/ou de chacun des bons de commande.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC des prestations du marché.

L'avance ne doit pas faire l'objet d'une facturation.

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG PI.

7.1.2 Demandes de paiement

La facturation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 7.1.3.

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG PI, par le titulaire.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du contrat ;
- le numéro du ou des bons de commande ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justificatifs à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC

- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.3 Echéancier des paiements

Les prestations rémunèrent un service fait.

- Paiement au plus tard à m + 1 suivant la date de la réunion de démarrage de 100 % du montant de la phase 1 après validation par l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour cette phase.
- Paiement à m + 3 suivant la date de la réunion de démarrage de 100 % du montant des phases 2 et 3 après validation par l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour ces deux phases.
- Paiement à m + 6 suivant la date de la réunion de démarrage de 80 % du montant de la phase 4 après validation par l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour cette phase.
- Paiement à m + 7 suivant la date de la réunion de démarrage de 20 % du montant de la phase 4 après validation par l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour cette phase.

7.1.4 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- 186 901 559 00069
- Le code engagement nécessaire est le numéro de marché **2024-56**.
- Le code service est le suivant : 31-DCP

7.2 Règlements en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

7.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8. Développement durable – Dimension environnementale

Voir Art.5 "Démarches environnementales » du CCTP.

9. Pénalités

9.1 Pénalités pour retard

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par l'accord-cadre doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

En cas de retard dans la remise des documents à produire (transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur), tels que définis au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € sera appliquée par document et par jour ouvré de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT de la partie forfaitaire ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre (prestations forfaitaires et unitaires).

10. Dossiers à fournir par le titulaire

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire devra transmettre tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, par voie électronique, à l'adresse suivante :

Sur le site [http:// https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=agent.AgentHome](http://https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=agent.AgentHome)

Pour la transmission des documents, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

Le titulaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre à l'acheteur, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de . En cas de retard dans la transmission de ce support, l'acheteur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG PI seront applicables.

12. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

13. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

13.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG PI seront applicables à l'accord-cadre.

13.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 35 du CCAG PI :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

14. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables de l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

14.1 Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG PI.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

16. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

17. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG PI par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14.1.1 du CCAG PI par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 14.1.3 du CCAG PI par l'article *Pénalités pour retard*